

## ARCHIVES

## Villages sahéliens sous perfusion

Dans la région de Kayes, au Mali, les villages doivent leur survie à l'argent des émigrés. D'abord familial, cet apport est de plus en plus destiné à des programmes collectifs. Les projets de loi sur l'immigration en France menacent cette fragile économie

Par PHILIPPE BERNARD

Publié le 06 février 1997 à 00h00, modifié le 06 février 1997 à 00h00 · Lecture 10 min.

Article réservé aux abonnés

SITÔT franchie l'ample cuvette du fleuve Sénégal sur la chaussée submersible de Kayes, la piste disparaît dans le paysage ocre de latérite. A perte de vue, la plaine brûlante est parsemée de somptueux baobabs et d'héroïques buissons épineux. Ce bout du monde semble avoir fait table rase des hommes et du temps. Il faut une longue heure de camionnette cahotante pour venir à bout des 30 kilomètres qui séparent les villages de Kabaté, Kouroukoula, Dialané ou Niamiga de Kayes, « capitale » de l'émigration malienne vers la France, ville de 70 000 habitants aux allures de gros bourg miséreux.

De mémoire de Soninké, on a toujours quitté ces villages de plomb pour rechercher un ailleurs meilleur. Autrefois, le voyage des jeunes relevait de l'épreuve de passage dans l'âge adulte. Au retour, on se mariait ; puis c'était au tour des plus jeunes « frères » de partir.

Depuis la grande sécheresse sahélienne des années 60 et 70, le rite initiatique est devenu opération de survie. Les chefs de famille eux-mêmes ont dû s'expatrier de plus en plus loin. Non seulement au Sénégal et en Côte-d'Ivoire, mais aussi au Congo, en Angola et en France. Aujourd'hui, sur les 1 800 âmes de Kabaté, une centaine vivent à Courbevoie, Colombes, Montreuil et Meaux, vidant le village de ses hommes les plus valides.

Les retours volontaires de jeunes au village sont rarissimes, tant les pesanteurs familiales et l'absence d'infrastructures de base rendent illusoire tout espoir d'activité. Il suffit de constater le dénuement des familles nombreuses et l'absence de débouchés agricoles pour deviner que la fuite restera, longtemps encore, la seule voie de salut.

Dans ces agglomérations de huttes et de cases en torchis ouvertes sur un désert lunaire, les émigrés sont nulle part, mais partout. Nulle part, parce qu'ils rentrent au pays de moins en moins souvent : le chômage, les enfants nés en France, les éloignent. Nulle part, parce que la vie d'ici, par 35 degrés en hiver, sans électricité ni adduction d'eau, dans cette micro-société d'un autre siècle, solidaire mais dominée par la loi des anciens, devient peu à peu étrangère aux « Parisiens ».

Pourtant, les émigrés sont aussi partout : des Peugeot restent immatriculées dans le « 93 » pour économiser les frais de dédouanement ; en plein Sahel, un homme porte la combinaison citron d'une société de nettoyage du métro parisien. Ils sont partout, surtout parce que, sans leurs économies d'émigrés, ni la mosquée, ni les puits d'eau, ni l'école, ni le dispensaire, ni les barrages, rien de ce qui a permis aux villages de survivre n'existerait.

Ibrahima Traoré n'avait pas dix-huit ans lorsqu'il a quitté Kabaté pour ce qu'il croyait être l'eldorado français. Sa première feuille de paie d'éboueur date de mars 1968. Sa dernière de 1988, lorsqu'il a opté pour un « retour militant » au pays, après avoir suivi une formation d'« animateur du développement rural » dispensée par le Groupe de recherche et de développement rural (GRDR), la principale ONG française active dans la région. Entre-temps, il y a eu la tuberculose, le sanatorium, puis la découverte du pouvoir des émigrés sur la transformation de leur région d'origine.

A la fin des années 70, les originaires de Kabaté et des villages alentour, regroupés dans les mêmes foyers de région parisienne, commencent à compléter les mandats individuels adressés à chaque famille par des cotisations versées à une caisse villageoise commune.

Premier projet : la construction du dispensaire qui permettrait de sortir les villages d'un dénuement sanitaire absolu. Les émigrés font part de leur ambition, mais la réponse des chefs de village concernés est nette : c'est non. « Ils ont pensé que le centre de santé nous servait de prétexte pour construire ensuite une école, dont ils ne voulaient à aucun prix, explique Ibrahima Traoré. Du temps de la colonisation, les gens s'étaient battus contre l'école française, et l'hostilité demeurait. Les marabouts craignaient aussi que notre école publique ne se construise contre leur medersa (école coranique) et ne leur fasse perdre un peu de leur pouvoir sur les enfants. »

En 1976, la toute première réalisation des émigrés de Kabaté fut donc une mosquée, simple baraque couverte d'un toit en tôle, le premier qu'on ait vu dans ce village où seule la paille coiffait les cases. Une mosquée car « il fallait commencer par un projet qui maintienne la cohésion du village et respecte la volonté de nos parents. Nous, les émigrés, étions considérés comme des enfants égarés, se rappelle M. Traoré. La mosquée a permis de montrer aux anciens que nous étions capables d'agir positivement. Sans cela, nous n'aurions jamais pu faire passer ensuite le centre de santé et l'école ». « Il est très difficile pour les chefs de village d'accepter que des jeunes proposent et décident quelque chose de façon autonome », confirme Patrick Gonin, géographe à l'université de Lille et familier de ces villages.

En 1981, l'année où, en France, la gauche donna la liberté d'association aux étrangers, les Maliens de Kabaté et de sept villages alentour constituèrent, à Paris, l'association Labankoniouma, autrement dit « Avenir radieux ». Cette fois, les deux émissaires dépêchés de France n'eurent aucun mal à obtenir le consentement des chefs. Chacun des 500 cotisants de France (sur un total de 8 000 habitants) versa un premier acompte de 2 000 francs. Au total, 42 millions de francs CFA (420 000 francs) furent réunis et adressés au pays.

Le « centre de santé » a été inauguré en 1986. Composé de deux bâtiments en dur disposés autour de quelques maigres acacias et d'une pompe à bras, unique point d'eau de l'ensemble, il est aujourd'hui décrépi. Des sommiers métalliques rouillés composent l'unique équipement de la « maternité ». Seule une infirmière assure des permanences. L'ambulance rurale, fierté des premiers temps, a rendu l'âme.

Les émigrés se sont ensuite attaqués à la question vitale de l'eau. Avec l'argent collecté en France, des puits ont été forés dans chaque village « pour que les gens arrêtent de boire l'eau de la rivière ». Ambitieux, ils se sont lancés dans un « projet intervillageois pour le développement » et, pour cela, ont fondé en 1987 l'Organisation rurale pour le développement intégré de la Kolimbiné (Ordik), du nom de l'affluent du Sénégal qui dessert la zone. Objectif : assurer la sécurité alimentaire et former des villageois à l'entretien des puits et des pompes. C'est alors qu'a été ouvert le magasin coopératif qui, par son fonctionnement, symbolise avec le plus d'acuité le lien de dépendance qui s'est créé à Kabaté, comme dans nombre de villages de la zone d'émigration.

Dans le « grand magasin » de Kabaté, vaste hangar de construction récente, s'entassent sacs de riz, de sucre, caisses d'huile, de savon et de Jumbo, une sorte de bouillon Kub très apprécié des femmes. Ce sont les seuls produits manufacturés consommés par les villageois. Le stock, constitué à la saison où les cours sont les plus bas, est géré à distance, depuis le foyer de la rue Bara, à Montreuil, siège français de l'Ordik. Les commandes des habitants de Kabaté, Sahel, sont ainsi passées à Paris auprès du « frère » émigré. Celui-ci envoie alors un bon d'achat et paiera la facture de sa famille, contrôlant ainsi sa consommation. « Avant, plus on envoyait d'argent, plus les gens du village en demandaient, et on ne pouvait pas refuser, explique Kandé Kamissoko, électricien à Maisons-Alfort depuis trente ans et vice-président de la branche française de l'association. Le groupement d'achat nous a permis de faire des économies et de modifier les rapports au sein des familles : les émigrés ne sont plus soumis aux anciens du village puisque ce sont eux qui paient. »

Ainsi va la région de Kayes depuis les années 80 : l'essentiel des décisions concernant les villages sont prises, à 5 000 kilomètres de là, dans des chambres de foyer Sonacotra où se tiennent les assemblées générales des associations villageoises. L'écho de ces discussions arrive au pays via des courriers ou

des cassettes audio. Ces échanges permettent un minimum de coordination et confortent le pouvoir des émigrés sur des villages qu'ils maintiennent en vie sous perfusion.

Pourtant, ces dernières années à Kabaté, les nouveaux développements associatifs et le retour volontaire d'Ibrahima Traoré, élément moteur du groupe, ont commencé à faire pencher la balance du pouvoir au profit des villageois. Simultanément, les émigrés, en proie aux réductions d'emploi, se sont progressivement désengagés des projets collectifs pour se replier sur les financements familiaux. La synchronisation entre les besoins d'« ici » et les décisions de « là-bas » s'est faite plus difficilement. « Il n'est pas facile d'organiser une assemblée générale à Paris juste au moment où nous parvient le procès-verbal de celle qui s'est tenue ici, car la plupart d'entre nous travaillent pendant le week-end, regrette M. Kamissoko. En réalité, les émigrés ne contrôlent plus ce qui se passe. »

Désormais, c'est dans les villages que se dessine leur avenir. L'Ordik s'est lancée dans des projets de plus grande ampleur, a développé des activités de service et a diversifié ses financements. Entraînés par la dynamique des émigrés, le ministère de la coopération, le GRDR, l'Union européenne et une fondation suisse ont contribué à l'achat d'une batteuse louée aux agriculteurs, à l'ouverture d'un atelier de soudure, à la création d'une « brigade » équipée pour creuser les puits et à l'édification de six petits barrages.

CELUI de Dialamé vient d'être inauguré. En amont, s'est créée une retenue d'eau qui, pendant quelques mois après la saison des pluies, arrose des cultures de salades, de tomates et d'aubergines. La réserve alimente aussi la nappe phréatique et, donc, les puits du village. Sous le soleil de plomb, des enfants nus pataugent en riant dans cette piscine improvisée, tandis que des femmes s'activent à la lessive en contrebas. Le mini-barrage, c'est aussi, pour les zébus comme pour les charrettes, une voie d'accès nouvelle vers un village enclavé.

A Kabaté, l'association Enfants du monde a financé le nouveau bâtiment scolaire qui abrite trois, et bientôt six classes. Une révolution dans une région où le taux de scolarisation n'atteint pas 20 %. Aux instituteurs rémunérés par l'argent des immigrés, l'Etat vient d'ajouter un poste de directeur. « Les gens ont compris à présent que si leurs enfants ne savent pas lire et écrire, ils ne pourront rien faire... même partir d'ici ! », remarque Ibrahima Traoré.

Au centre du village se construit aussi une nouvelle mosquée dont les deux minarets verts détonnent au milieu des paillotes. Monumentale, elle reflète la réussite financière d'un autochtone devenu un gros commerçant au Congo. En apparence, les villages ont échappé à la catastrophe annoncée. Les champs de mil, d'arachide et de sorgho ont pu être étendus, et le cheptel de zébus et de chèvres renforcé. Mais pour combien de temps ? L'érosion, la démographie galopante et l'absence d'aide vétérinaire sapent les efforts. Surtout, les animateurs de l'Ordik s'alarment de la réduction, déjà perceptible, de la contribution des Maliens de France. « Nos émigrés auront bientôt cinquante ans, et leurs fils n'obtiendront pas de carte de séjour pour les remplacer, redoute Ibrahima Traoré. Nous avons fabriqué un système de dépendance. On a habitué les villageois à attendre les mandats de France. Comment ces gens-là vont-ils réapprendre à se prendre en charge ? »

Cette question cruciale va être posée à l'occasion des premières élections municipales démocratiques que vont vivre les villages maliens en juin. L'élection d'une municipalité commune aux neuf villages entourant Kabaté pourrait marquer un tournant dans l'évolution du pouvoir local et la remise en cause des chefferies puisque l'Ordik, émanation de l'émigration, ne cache pas son intention de présenter une liste.

Pourtant, ni les projets de développement ni la démocratie ne paraissent en mesure de dissuader la jeune génération de tenter sa chance loin de Kabaté. Partir ? Tous les jeunes rencontrés au village en rêvent et le disent. Tous désignent la France, où ils ont des « frères », comme une évidente destination. Beaucoup affirment avoir déjà pris le train de Bamako dans cette intention. L'un a poussé jusqu'à Roissy, d'où il a été refoulé. D'autres évoquent le Congo ou la Côte-d'Ivoire d'accès plus facile. Bathily, meunier au village, a quatre frères en France, mais il voit son avenir en... Corée du Sud, « parce que là-bas il y a du travail », lui a écrit un cousin.

Amer constat pour les « vieux » émigrés qui ont passé leur jeunesse écartelés entre la France des ateliers et des foyers et un village sahélien où leur famille a grandi presque sans eux. « Nos enfants ne doivent pas partir. C'est trop dur. Ils doivent trouver les moyens de vivre ici, répètent-ils inlassablement. Mais il est difficile de leur enlever la France de la tête, de les empêcher de rêver. »

**PHILIPPE BERNARD**

---

## ***Le Monde Ateliers***

Découvrir

### **Cours du soir**

Comment regarder un tableau - Les Modernes et les Anciens

### **Atelier d'écriture**

« Écrire sur soi, écrire le monde »

### **Cours du soir**

Géopolitique - Comprendre la Chine de Xi Jinping

Voir plus